



**NATIONS UNIES
COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

Pour publication immédiate

**Déclaration du Conseiller spécial pour la prévention
du génocide, Adama Dieng, sur la situation dans le Royaume
de Bahreïn**

[New York, le 22 juin 2016] Le Conseiller spécial pour la prévention du génocide, M. Adama Dieng, s'est dit inquiet de la décision prise par le Ministère de l'intérieur de Bahreïn le 20 juin 2016 de révoquer la citoyenneté de Cheik Issa Qassem, éminent chef religieux chiite, et de l'incidence que cette décision peut avoir sur les tensions grandissantes parmi les différentes parties prenantes dans le pays.

« Je sais que la décision concernant Cheik Issa Qassem a déclenché de nouvelles manifestations, dont je crains qu'elles exacerbent les tensions à Bahreïn dans les jours à venir. Je demande au Gouvernement de veiller à ce que la liberté de réunion pacifique soit pleinement respectée et à ce que toute réaction aux manifestations soit conforme aux obligations de Bahreïn en vertu du droit international des droits de l'homme. Je demande aussi aux manifestants d'exercer leurs droits de manière pacifique et d'éviter tout acte de violence ». De l'avis du Conseiller spécial, « la décision de révoquer la citoyenneté de Cheik Issa Qassem est la dernière d'une série de mesures prises par les autorités bahreïniennes ces dernières semaines qui ont encore réduit la place faite à la participation du public et à la jouissance des droits de l'homme à Bahreïn ».

Le Conseiller spécial a noté que, depuis juillet 2014, l'ONU a recensé la révocation de la nationalité d'au moins 250 personnes, au motif de leur prétendue « déloyauté à l'égard des intérêts du Royaume », selon les informations disponibles. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a relevé d'autres faits nouveaux inquiétants, notamment la réarrestation de Nabil Rajab, fondateur du Centre pour les droits de l'homme de Bahreïn; l'imposition d'interdictions de voyager à plusieurs autres défenseurs des droits de l'homme; la dissolution d'Al Wafaq, le plus grand groupe politique d'opposition; l'alourdissement de la peine prononcée à l'encontre de Sheikh Ali Salman, dirigeant politique de l'opposition; et, au début 2016, la réarrestation de M. Ibrahim Sharif, Directeur de la Société Waad. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a en outre noté qu'au cours de la dernière semaine, cinq religieux chiites ont été soumis à des interrogatoires et que les prières du vendredi dans les mosquées chiites ont été suspendues jusqu'à nouvel ordre, les responsables des mosquées ayant déclaré se sentir « en danger ».

Le Conseiller spécial a ajouté : « La répression n'éliminera pas le ressentiment de la population; elle ne fera que l'intensifier. Pour cette raison, j'appelle les autorités bahreïniennes à chercher à désamorcer la situation, et tous les décideurs, à Bahreïn et au niveau régional, ainsi que les parties et groupes politiques et les chefs militaires, religieux, tribaux et communautaires, à faire preuve de retenue et à prendre toutes les mesures possibles pour prévenir une nouvelle escalade des

tensions ». De l'avis du Conseiller spécial, « le pays et la région vivent un moment critique. Il est aujourd'hui plus crucial encore pour les autorités et pour toutes les parties concernées de s'engager à nouveau en faveur d'un dialogue national inclusif dans l'intérêt de l'ensemble de la population de Bahreïn ».

Pour toute information complémentaire, les journalistes sont invités à contacter :

Davide Zaru

Bureau de la prévention du génocide et de la responsabilité de protéger

Téléphone : 1 212 963 3573

Courriel : zaru@un.org